

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 81 - VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Qui, plutôt que rire, osera dire que le lapsus de Dati n'en était pas un ? Et que les fonds de pension nous sucent véritablement jusqu'à la moelle...

## AGENDA MILITANT

→ 2 octobre

Bretagne [Tout Rennes cultive la paix](#)

→ 4-25 octobre

Ile de France  
[Vous avez dit féministes ?](#)

→ 5 octobre

Bouches-du-Rhône [Rencontre des Communistes unitaires](#)

→ 9 octobre

Paris [Colloque des économistes atterrés](#)

→ 15-16 octobre

ACU - [Assemblée générale](#)

→ 03 décembre

Tours [La lutte continue jusqu'à la relaxe !](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Bateau pour la paix arraisonné](#)

→ À lire

[Le travail à coeur - Documents](#)

[Communisme italien et français, une même histoire ?](#)

## LA RÉSISTIBLE ASCENSION DE L'EXTRÊME DROITE

Nationalisme, xénophobie, populisme, racisme... l'extrême droite progresse-t-elle inexorablement en Europe ? Participation aux gouvernements danois et italiens, succès récents aux Pays-Bas et en Hongrie, entrée au Parlement suédois : il y aurait danger à sous-estimer la progression de ces mouvements. Et voilà que Sarkozy fait la une des journaux aux Etats-Unis et en Europe sur le thème de la xénophobie, en raison notamment de sa politique visant à pourchasser les Roms par le démantèlement de 300 lieux de vie.

En France, sur fond de difficultés économiques et sociales, les discours aux relents coloniaux, ouvertement discriminatoires, les discours démagogiques - «les petits contre les gros», le labeur contre la paresse, la « morale » contre les perversions, le «tous pourris»... - alimentent un terreau social et composite, mais aussi populaire, favorable à l'extrême droite. C'était vrai en 2002, mais cela continue aujourd'hui en étant plus que jamais instrumentalisé par le sommet de l'Etat. Marine Le Pen s'en porte bien, selon les sondages : elle ne pouvait espérer mieux pour succéder au Duce du Front national.

Avec Sarkozy, la droite réalise un projet de société ultra-libéral et sécuritaire. Elle fait feu de tout bois : racolage d'un Besson, mise en circulation d'un vocabulaire guerrier, mise en œuvre concrète par des mesures qui nuisent aux libertés de tous en même temps qu'elles détruisent des individus. Le gouvernement est effectivement dans l'action, même si on note que la drague ouverte de l'électorat d'extrême droite gêne aussi à droite. Certains pensent qu'il y a d'autres moyens de servir les intérêts du patronat et du Medef.

Quelles sont nos forces face aux dérives en cours ? Nous avons un mouvement social puissant sur les retraites et nous avons un mouvement anti-sécuritaire lui aussi en expansion, comme en ont témoigné les manifestations du 4 septembre. Les prochaines échéances - 2 et 12 octobre contre le projet gouvernemental de réforme des retraites, 16 octobre contre les politiques sécuritaires - seront des moments importants. La convergence entre les deux mouvements, qui ne signifie pas une confusion des genres et qui est en bonne part à construire, constitue un enjeu fort, à côté bien sûr de la question décisive : la construction d'une autre vision, d'un projet de société et d'une alternative politiques dignes de ce nom. Elle peut être un puissant facteur de dépassement du sentiment de fatalité qui étirent parfois ceux qui ne cessent au fil des jours de résister concrètement. ● MICHÈLE KIINTZ

# Penser le travail pour penser la construction d'une autre société

**La contre-réforme des retraites interroge de plus en plus les salariés mobilisés, sur le projet de société qui en est l'enjeu. Mais banderoles et pancartes en restent le plus souvent à l'enveloppe du travail (emplois, salaires, etc) et portent peu sur le cœur du travail, ce qu'il est, ce qu'il doit être. Ce dossier s'appuie sur un livre, un article et une interview qui s'attachent au travail lui-même.**

## L'humain et le travail au coeur

**En sous-titrant son dernier ouvrage *Pour en finir avec les risques psychosociaux*<sup>1</sup>, Yves Clot, professeur titulaire de la chaire de psychologie du travail du CNAM, interpelle tous les acteurs du mouvement social.**

**M**ise à la « une » de l'actualité par les médias, la « souffrance au travail » est devenue un marché pour consultants en Ressources humaines ou en Psychologie comportementale. Plutôt que soigner le travail, il s'agit alors de « gérer » des dégâts jugés « collatéraux » des organisations du travail mises en œuvre pour répondre à des impératifs de rentabilité. La définition même de ce qui génèrerait des « risques psychosociaux » est contestable : « *Un état de stress survient lorsqu'il y a déséquilibre entre la perception qu'une personne a des contraintes que lui impose son environnement et la perception qu'elle a de ses propres ressources pour y faire face* ». Pour parodier Fernand Raynaud, nous avons l'impression qu'on veut nous faire entrer

dans un costume mal coupé mais, en réalité, si le costume ne nous va pas, c'est parce que « nous nous tenons mal » ... Ici commence le débat. Cela ne condamne pas les syndicalistes qui ont signé l'accord du 2 juillet 2008. Mais il n'y a rien à gagner à cacher toute l'ambiguïté de cet accord, fruit d'un rapport de forces donné à un moment donné.

Nous affrontons une difficulté qu'il ne faut pas esquiver : nous manquons de luttes sur le contenu du travail, sur l'organisation du travail ; il y a plus de novation du côté d'une minorité patronale soucieuse de performance durable que du côté syndical. Yves Clot souligne d'ailleurs l'intérêt des pistes ouvertes dans le rapport co-présenté par Henri Lachmann, Christian Larose et Muriel Penicaud : « Bien-être et efficacité au travail : 10 propositions pour améliorer la

santé psychologique au travail » .

Prenons un exemple dans un secteur où le syndicalisme n'est pas force négligeable : la distribution de la presse nationale à ses abonnés. Il y a 20 ans, les journaux destinés aux abonnés étaient transportés en sacs postaux dans les gares parisiennes pour être acheminés dans les centres de tri. Effectuer ce travail de tri demandait aux postiers une connaissance fine du réseau de transport ferré et de la géographie postale. Aujourd'hui, les mêmes journaux sont déposés dans cinq plates-formes où des « opérateurs », salariés d'une filiale de droit privé de La Poste, se saisissent de chaque liasse afin d'annoncer les chiffres composant le code postal de destination.

« 6 », « 2 », « 5 », « 1 », « 0 ». Je pose la liasse, je pivote, je me penche, je saisis une nouvelle liasse, je me tourne, je me



place face au tapis d'introduction, je lis : « 6 », « 2 », « 3 », « 7 », « 0 ». Je pose la liasse, je pivote, je me penche, je saisis une nouvelle liasse, je me tourne, je me place face au tapis d'introduction, je lis : « 6 », « 2 »... Voici la grande modernité de la reconnaissance vocale qui permet d'alimenter en liasses de journaux une ligne de tri automatique. C'est pour pallier une impasse technique qu'a été mise en place cette solution ; elle n'en est pas moins insupportable.

Le salarié qui tient ce poste ne sera pas immédiatement sensible au discours – vrai par ailleurs – qui démontrera que cette façon de travailler est la lointaine conséquence de « la concurrence libre et non faussée » et de la destruction programmée des services publics qu'elle suppose. Mais il a besoin de savoir que les militants se révoltent pour que le « bien travailler » reprenne le pas sur ces organisations du travail conçues sans l'humain ; en considérant que bien travailler passe par « travailler ensemble » et discuter de ce qu'est le « travail bien fait ».

Yves Clot émet le souhait que naissent de nouvelles « bourses du travail » où les travailleurs d'un bassin d'emploi pour-

raient venir chercher aide, expérience et solidarité pour s'émanciper des modes d'organisation dominants. Plutôt que s'en remettre à des lendemains « sécurisés » qui chanteraient, il appelle à engager la bataille pour changer le travail, son contenu, son organisation, son évaluation.

**« Aucun, je dis bien aucun, des problèmes qui se posent à notre société ne pourra être pensé sérieusement tant que le travail dans son contenu et pas seulement dans ses conditions ne sera pas au centre de tous les acteurs de notre vie politique, économique et sociale. [...] Il y a des réalités qu'on ne peut contourner indéfiniment. »**  
**Jacques Duraffourg<sup>2</sup>**

Il y a urgence pour les salariés réduits à être les auxiliaires d'un système qu'ils ne peuvent maîtriser. Mais, à l'image de ce que les luttes féminines nous apprennent, une accumulation opiniâtre de

micro-changements peut provoquer une vraie rupture. A condition que les objectifs soient concrets et qu'objectifs et rythmes des actions soient décidés par les acteurs eux-mêmes.

La place du travail dans nos vies, dans notre rapport au monde, dans le développement de la société, devrait conférer une place centrale à l'action pour reprendre la main sur le travail. Et en finir avec les « risques psychosociaux ».

1. Y. Clot, [Le travail à coeur : Pour en finir avec les risques psychosociaux](#). Ed. La Découverte, mai 2010.

2. L'Humanité du 15 mai 2007.

3. Accord national interprofessionnel sur le stress au travail du 2 juillet 2008 et Décision de la commission exécutive de la CGT du 11 septembre 2008.

4. Respectivement : président du conseil de surveillance de Schneider Electric, syndicaliste CGT et vice-président du Conseil économique, social et environnemental, directrice générale des ressources humaines de Danone.

5. En ligne sur le site de [la Documentation française](#)

## Le travail sans l'homme ?!

### Extraits

#### Rapport « Bien-être et efficacité au travail »

La fierté du travail bien fait occupe une place importante. Le métier n'est pas qu'une source de rémunération : il est partie prenante de l'épanouissement personnel, de l'intégration et du lien social. Ce lien essentiel avec le travail place l'entreprise au cœur des solutions. [...]

- l'intériorisation par le management de la financiarisation accrue de l'économie. Elle fait de la performance financière la seule échelle de valeur dans les comportements managériaux et dans la mesure de la performance, sans prise en compte suffisante de la performance sociale. [...]

- proposition<sup>3</sup>. Donner aux salariés les moyens de se réaliser dans le travail. Restaurer des espaces de discussion et d'autonomie dans le travail.

**J. Duraffourg** : Aujourd'hui, on gère les entreprises dans la plus parfaite ignorance du contenu réel du travail. Est-ce un problème technique ? On l'a cru. Le taylorisme définit des procédures, il réduit l'homme à n'être qu'un exécutant. Or, on a constaté que les gens n'appliquent jamais complètement ces procédures ! Le travail, ce n'est absolument pas technique. Il y a toujours un écart, et cet écart est géré : travailler, c'est gérer l'écart. Et c'est dans cette gestion que l'homme se construit, en santé, en humanité, en société.<sup>1</sup>

#### Nous, conducteurs de trains<sup>2</sup>

Cependant, l'activité revendicative ignore fréquemment les démêlés les plus ordinaires de notre travail, ses obstacles mais aussi notre joie à les vaincre, ses obligations mais notre plaisir à les subvertir (...) Comment alors se reconnaître dans des revendications qui ne font rien de nos victoires, petites mais répétées, pour assurer nos missions malgré tous les obstacles ?

1. Formation pour la CGT 22/9/2007.

2. Introduction. Gabriel Fernandez, Franck Gatounes, Patrick Herbain, Pierre Vallejo, Yves Clot. Ed. La Dispute 2003

# Des contradictions porteuses d'avenir

Dans un article de l'ouvrage collectif *Le capitalisme contre les individus*<sup>1</sup>, Christine Castejon pointe en quoi le travail est au cœur du développement humain, et la nécessité de comprendre les « contradictions porteuses d'avenir » : une invitation à « penser le travail pour penser la construction d'un autre monde ». Voici l'introduction de cet article.

**O**n veut comprendre comment le capitalisme se sert du travail pour provoquer ou accentuer les réflexes de repli sur soi.

Et en quoi pourtant le travail est un lieu de résistance à ce mécanisme. On voudrait appréhender ensemble les dégâts de l'individualisme atomisant imposé par le néo-capitalisme et les résistances qui tâtonnent dans les individualités de celles et ceux qui travaillent. Oublions nous-mêmes les réflexes qui simplifient tout ce qui a trait au travail, quand nous l'englobons dans une vaste catégorie d'« aliénation » qui ne regarde pas ce qui se « tisse » et ce qui se prépare) dans les situations concrètes. On croit parler beaucoup du travail ces temps-ci, mais ce qui émerge, et parfois submerge, l'activité syndicale<sup>2</sup>, c'est la somme des symptômes regroupés sous le terme de « souffrance au travail ». Il est vrai que dans beaucoup de ses lieux, « le travail est en miettes » pour reprendre une expression qui a une histoire<sup>3</sup>. Or si le travail est en miettes, le travailleur l'est aussi car il n'est pas convoqué par le travail comme être pensant en relation avec les autres, mais comme serviteur de la machine, de la technique, et au bout du compte de la finance. Le collectif est forcément banni d'un tel système. Oui, le travail est malade dans le système capitaliste, mais l'individualisation des situations désormais largement soulignée et critiquée, en particulier par la sociologie du travail, en est tout à la fois témoignage, source et conséquence.. C'est pourquoi il faut aussi braquer le projecteur sur ce que d'ordinaire nous regardons à peine. Croire et laisser croire que tout est dé-



Quand le plan de circulation rejoint une idée reçue.

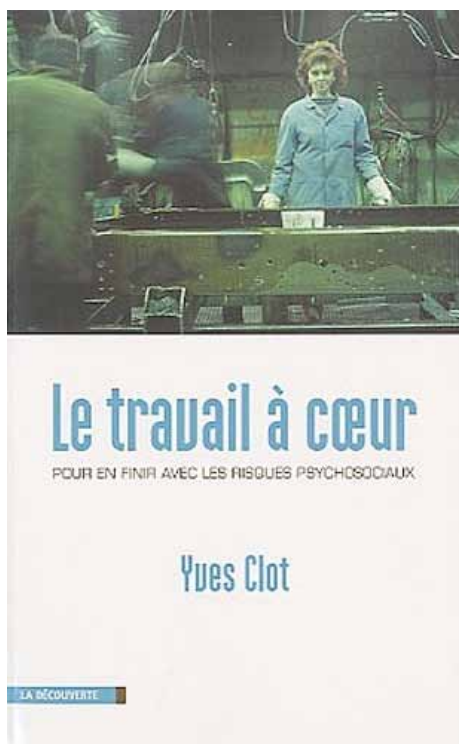
lité partout, et sans ressort de la part de ceux qui travaillent, c'est se tromper avec de lourdes conséquences.

Ce qui n'est pas simple à penser, c'est que le travail puisse être en même temps un lieu fondamental d'humanisation et un lieu circonstanciel de déshumanisation. Ce ne sont pas deux versants différenciés, mais deux réalités imbriquées. Nous avons repéré depuis plusieurs années que le capitalisme joue les individus les uns contre les autres. Mais, à ne pas voir que, dans le travail, les humains s'exercent à coopérer, à discuter, à partager, à confronter, à résister, fût-ce sous une forme non identifiée, nous obérons un lieu qui est, pour l'immense majorité, le lieu primordial de l'activation de soi-même, de ses possibles.

1. Collectif d'auteurs. ATTAC. Ed textuel. [Présentation en ligne](#).

2. Note de l'auteure : « L'activité politique étant pour sa part moribonde dans l'entreprise. Signe aussi que la logique de l'entreprise privée, au sens de l'entreprise qui appartient à son propriétaire et non à ceux qui y travaillent, est désormais un lieu commun et un terrain de bataille désaffecté. »

3. Référence donnée en note par l'auteure : Georges Friedmann, *Le Travail en miettes* (1<sup>e</sup> éd. : 1956). Paris, Gallimard, collection « idées », 1964.



## Le travail n'est pas un produit toxique

Extraits d'une interview d'Yves Clot dans la *nvo*<sup>1</sup>

### Quel est le fond du problème ?

Le déni du conflit sur la qualité du travail. La thématique de la « souffrance au travail » n'est pas bonne. C'est un piège qui a fonctionné. Il a, de fait, servi à transformer les travailleurs en sinistrés et en infirmes car malgré le mot « travail » présent dans cette formulation, c'est « souffrance » qui l'emporte, donc l'idée de « victime ». [...] Les travailleurs sont affectés par ce qu'on fait à leur travail, bien sûr. Il y a de l'affect, de la colère. Mais c'est seulement quand elle ne trouve pas à se réaliser en moyen d'agir qu'elle devient souffrance. Mais parler d'emblée de souffrance débouche sur ce que j'appelle « le despotisme compassionnel » : le dépistage et le traitement de la souffrance individualisée qui fera bientôt l'objet d'une surveillance et d'une obligation de soin psychologique si on n'y prend garde. Or, le travail n'est pas un produit toxique. C'est de ne pas pouvoir

le faire correctement qui l'est. C'est lui qu'il faut soigner.

### Que pensez-vous de la réponse apportée par les pouvoirs publics ?

Le travail de l'État a toujours été de transformer les problèmes politiques en problèmes de gestion. C'est une formidable machine à dépolitiser les problèmes, donc à les rendre techniques, là où ils sont politiques. Or, la question du travail est la question politique principale d'aujourd'hui. C'est l'endroit où se pose la question de savoir si on dénie les conflits ou si on les enrichit. Or, la politique est bien l'endroit où on développe, au bon sens du terme, presque au sens photographique, les conflits. Mais, actuellement, la politique fonctionne, au contraire, au déni de ce conflit, à la fabrication du consensus. Sur les questions du travail, on s'entend sur la manière de définir le stress, la souffrance, le manque

de reconnaissance, le besoin d'humanité et de communication dans les entreprises. [...] Ça ne fait pas le compte. Peut-on faire un travail dont on puisse être fier ? Dans lequel on puisse se reconnaître ? Qu'on puisse transmettre à ses enfants ? Voilà ce qui reste décisif. Ce qui est au cœur de la fonction anthropologique et psychologique du travail humain et de sa fonction sociale, particulièrement en France où, comme le montrent plusieurs enquêtes, les gens considèrent que le travail a une fonction sociale particulière. Il doit être utile et fait dans les règles de l'art sinon, à tort ou à raison, on en fait une maladie.

1. Interview assurée par Dominique Martinez - 16 juillet 2010 - [Texte intégral en ligne](#)

# Pour l'IFOP, le PCF s'efface du paysage politique et social

Retour sur un sondage publié à l'occasion de la fête de l'Humanité

**D**es sondages sur l'image du Parti communiste et sur l'opinion des Français sur les communistes avaient déjà été réalisés en 1986 et 1993 pour le compte de *L'Humanité*. Réalisé pour *La Lettre de l'opinion*, celui-ci a été largement commenté dans la presse, en particulier dans *L'Humanité Dimanche*. Sans surprise et en pleine conformité avec les autres paramètres disponibles (lire la radiographie de Roger Martelli, *Cerises* n°79), ces résultats montrent un effondrement de l'image du PCF et de l'opinion des Français sur les communistes par rapport à 1993, alors que cette image avait été stable voire en légère amélioration entre 1986 et 1993.

L'échec politique est majeur concernant ce qui est censé être la spécificité du Parti communiste : une majorité ne le voit pas comme voulant changer la société (41 % contre 39 %) ; une majorité plus grande ne le voit pas utile pour défendre les salariés (48 % contre 31 %) ; une majorité encore nettement supérieure n'adhère pas au thème récurrent de la part de la direction de sa transformation (58 % pensent que le PCF ne s'est pas transformé, contre 23 %) ; enfin, 67 % des sondés doutent du caractère original des solutions portés par lui (contre 11 %). En conséquence, de façon cohérente, une large majorité le considère comme condamné à disparaître (58 % contre 22 %).

## Un effacement avancé

Soulignons que ce n'est pas tant l'accroissement des jugements négatifs qui provoque la chute par rapport aux résultats de 1993 que l'augmentation considérable de l'absence de réponse. Ainsi, l'opinion s'est inversée face à la question « un parti qui veut changer la société » qui recueillait une large majorité en 1993 (56 % contre 36 %) du fait que les non-réponses passent de 8 à 20 %. De même, concernant l'utilité pour les salariés, les opinions négatives passent de 43 à 48 %, avec un triplement des non-réponses (de 7 à 21 %, ce qui provoque l'effondrement des réponses positives de 50 à 31 %).

L'autre partie de l'étude porte sur l'opinion à l'égard des communistes en tant que personnes. Elle corrobore l'idée d'un effacement du Parti communiste du paysage politique et social

pour une proportion de plus en plus importante des citoyens : deux tiers de la baisse des bonnes opinions (de 46 à 27 %) sont liés à la hausse de la proportion des enquêtés qui déclarent ne pas connaître de communistes ou qui ne se prononcent pas (de 27 à 39 %) ; un tiers seulement est lié à la hausse des mauvaises opinions (de 27 à 34 %).

Les solutions présentées par le PCF ne sont considérées comme originales que par 10 % des sondés, de façon à peu près uniforme, la différence entre jeunes et plus âgés ne portant que sur les non-réponses (« vous ne savez pas »). En fait, le surplus de connaissance des plus âgés par rapport aux jeunes ne les conduit pas à porter un jugement plus positif.

Dans ce sondage l'image du PCF et des communistes apparaît particulièrement dégradée parmi les employés et à peine meilleure chez les ouvriers. Finalement, seule la catégorie des cadres supérieurs considère à 50 % qu'il s'agit d'un parti qui veut changer la société.

Dans l'HD du 16 septembre, Stéphane Sahuc pense voir un encouragement dans le fait que, d'après le sondage, c'est dans la tranche d'âge des plus jeunes (19 à 24 ans) que les résultats sont les moins négatifs concernant la perception de l'avenir du PCF et de son utilité pour les salariés. Au-delà du fait qu'il faut quand même être conscient des limites que l'on atteint dans la significativité des résultats à ce niveau de décomposition de l'échantillon (environ cent personnes), il est difficile de ne pas voir dans une telle présentation de l'aveuglement, surtout si l'on considère que c'est la tranche d'âge juste au-dessus (25 à 34 ans) qui affiche, elle, les plus mauvais résultats : est-ce à dire que, dès qu'ils ont un peu plus d'expérience de la vie sociale et politique, 10 % des jeunes – soit la différence de % dans les résultats entre ces deux tranches d'âge - acquièrent aussitôt un point de vue négatif sur le Parti communiste et les communistes ? Il suffit d'ajouter que sans surprise – malheureusement - plus de la moitié des jeunes déclarent ne pas connaître de communistes ou n'expriment pas d'opinion à leur égard (60 % dans la tranche 25-34 ans).

● GÉRARD BADEYAN

# De la nécessité des considérations inactuelles, toujours

Ce billet n'est pas hors sol. Il vient d'une interrogation – émise dans l'interaction relative d'un débat<sup>1</sup> - sur l'idée que l'école soit définie comme un lieu de transmission du savoir. Il ne s'agissait pas de dire par goût de la provocation que c'est faux, mais seulement que, parmi les définitions possibles de l'école, celle-ci est trop lisse pour nous aider à penser. Le point de débat n'est pas l'école mais ce qu'il est coutume d'appeler « le savoir », potion de bien des gargarismes.

La période a (particulièrement) besoin d'indocilité. Or le modèle de l'injonction contradictoire, et donc insupportable, serait de dire « sois indocile ». Une partie de nos problèmes, foncièrement, n'est-elle pas dans cet écart que nous n'affrontons pas ? Si la période a besoin d'indocilité, c'est que ce qui la caractérise – sous un angle - c'est la docilité. Mais l'obéissance n'est-elle pas la compagne du bel objectif d'éducabilité que portait, entre autres valeurs, une partie des Lumières ? Les hommes sont égaux. Bien. Ils sont éducatibles. Re-bien. Il convient de les éduquer. C'est la suite logique. A quoi ? A être ce que les hommes qui ont formulé l'éducabilité ont pensé qu'ils pouvaient être : des hommes libres et égaux, capables d'indocilité. Il ne faut pas bien longtemps, si l'on veut bien s'y arrêter, pour détecter le vice à peine caché du raisonnement. Par définition, l'indocilité est indocile, elle n'est pas « objet d'éducation ».

Pas question de prétendre qu'il y ait là une idée qui n'a jamais été formulée. Elle a plusieurs pères et mères. Remarquons plutôt qu'elle existe dans le « patrimoine » des idées qu'ici ou là nous rencontrons mais qu'elle nous glisse dessus comme de l'eau sur le dos d'un canard. Quand allons-nous (« nous », pas « le capitalisme », « nous » qui aimerions que se lèvent en masse des indociles) réaliser ce qu'implique ce paradoxe : nous ne pouvons pas « former » directement, par conformation,

les humains que nous aimerions être et rencontrer. Faut de travailler cette tension, au lieu d'engendrer les Socrate, des (ap)porteurs de questions, nous formons des admirateurs de Socrate. Nous faisons mine d'enseigner la critique, nous enseignons la parole du maître. Au nom d'une reconnaissance de façade, nous trahissons absolument.

Ce n'est pas l'école en tant que système qui est en cause dans cette interrogation. L'école peut le pire et le meilleur. C'est la société dans son ensemble qui porte une idée ambiguë dans cette notion de « transmission du savoir ». Elle est un raccourci dommageable, une idée-valise, parce qu'on ne sait pas ce que veut dire celui qui l'évoque. Elle cache que bon nombre (enseignants ou non) croit à la transmission du savoir comme à une transmission de pensée, parfois même une transmission de non-pensée, un savoir qui passe d'un corps à un autre, par magie ou par répétition. Des pédagogues ont forgé le concept de « rapport au savoir » pour dire qu'il n'y a pas de savoir sans sujet qui apprend, qui veut apprendre (posant par dérivé, mais non comme préalable, la question des conditions dans lesquelles il est - placé ou maintenu - pour apprendre). On ne transmet pas, on (r)éveille le désir, non pas le désir de « savoir » (car on sait depuis longtemps que celui qui sait sait qu'il ne sait pas grand-chose) mais le désir de comprendre. Le goût de chercher et de comprendre n'est pas à inventer, il est celui de l'enfant – de l'éternel apprenti qui est en nous. C'est un combat, de ne pas l'éteindre.

1. Journée d'étude du 26/6/2010 EmancipationS contre ségrégationS - Les nouveaux territoires de l'égalité. A retrouver [sur notre site](#) . Ndlr.

● CHRISTINE CASTEJON

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant.



Faites passer les Cerises !

Invitez vos collègues, vos amis et toute la famille à recevoir  
Cerises en écrivant aux griottes.  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

## Le journal de Bernadette

### Dimanche

J'ai pris le thé avec Xavière en l'absence de nos maris. Cela permet les confidences. Elle est incroyable Xavière : elle en veut (rien de nouveau) à Bertrand et à nous pour le deal que le PS a passé avec mon Jacques et l'UMP ! La Ville de Paris va obtenir plus de 2 millions d'€ alignés au deux-tiers par l'UMP. Le reste, c'est pour notre pomme. Bertrand a été dur en affaires : il n'a pas cédé d'un pouce sur l'utilisation des moyens de la Ville de Paris pour le RPR. En échange, la mairie ne se constitue plus partie civile. On va avoir un procès plus confort. Jacques m'a dit : « pour nous, c'est ça l'important. » D'autant plus que les « affaires » sont les nouvelles arènes de la vindicte populaire, le dernier opium du peuple. Pendant que les politiques s'en prennent dans les gencives, le système économique continue de tourner. C'est le revers de la médaille quand on laisse la finance gouverner. La compensation, c'est qu'on passe à la télé.

### Lundi

Va falloir trouver 500 000 euros dans notre poche tout de même. Heureusement, on ne paye pas de loyer pour notre 400 m2 du Quai Voltaire. Ce qui m'embêterait, c'est que ces millions d'euros servent à faire du logement social ou des crèches collectives dans notre quartier face au Louvre. Cela ne représente que trois cacahuètes dans le budget de la Ville, mais moi je suis à cheval sur les principes. J'espère que cet argent va être utilisé à bon escient. Ou avec parcimonie comme dirait le mari de Xavière.

### Mardi

Ca y est l'accord a été voté par tous les conseillers de Paris UMP, PS et PCF. Il y a eu seulement 13 voix contre : Verts, PG et Modem, plus une abstention, l'ancien maire socialiste du 20e. Même les cocos ont voté pour. Nous avons vraiment le cul bordé de nouilles comme dirait mon mari avec son langage fleuri. Cela va être perçu par l'opinion publique comme un petit arrangement entre amis.

Bertrand et son adjointe Anne ont dit que nous avions reconnu les faits. S'ils croient que mon Jacques va reconnaître sa culpabilité, ils se trompent. D'ailleurs ni mon mari ni son avocat n'ont fait de déclaration en ce sens. On s'est fait gauler, on rem-

bourse notre part, et basta. Nous sommes quittes. Du moins je l'espère. Un bon point pour Jean-François, le chef de l'UMP, qui nous a soutenu. Je cite : « C'est un choix juste à l'égard d'un ancien maire de Paris et d'un ancien Président de la République, qui a beaucoup servi notre pays ».

### Mercredi

Ouf ! Pas grand-chose sur nous dans Le Canard Enchaîné de ce matin. Mon Jacquot serait-il vraiment devenu populaire ? Le mythe grandit.

### Jeudi

Je suis allé faire un tour en banlieue sud, avec ma petite auto et mon chauffeur pour une nouvelle opération pièces jaunes. Pour 2010, nous avons de nouvelles tirelires appelées « pile ou face ». Pile je donne, face je donne aussi. Les Français n'ont qu'à faire leurs fonds de tiroirs. Cette année, nouveauté, nous avons une tirelire virtuelle sur notre site Internet<sup>1</sup> ! Je vais être honnête, ce qui nous intéresse ce ne sont pas les pièces, ce sont les biftons : 5 €, 10 €, 20 €... pour Mes pauvres et Mes enfants malades. Si on aidait les gosses de Roms, ma fille adoptive ne me le pardonnerait pas. Elle y a été fort dans France-Soir : « Les Roms n'ont pas d'avenir en France : non seulement ils n'y trouvent pas de travail mais de toutes façons, ils ne cherchent pas à s'intégrer. »

### Vendredi soir

Je me suis fait piquer mon porte-monnaie hier à l'hôpital. Ce doit être cet aide-infirmier stagiaire qui m'a aidée à traverser. Pourtant, avec sa tête blonde et son assez bon chic, je lui aurais donné le Bon Dieu sans confession. On ne se méfie jamais assez. 1000 € ! J'ai calculé : ça fait tout de même 3 % du revenu mensuel de mon pauvre Jacques ! Il y a des principes dans la société. Le petit carabin va passer en comparution immédiate. Ça va faire ni une, ni deux. Il s'est fait choper, il va rembourser illico, se taper une amende et de la préventive. Sinon, il n'y a plus de justice. Il ne sait pas à qui il a affaire. C'est comme s'il avait dépouillé l'Etat.

### Minuit sept

J'ai des insomnies. J'ai lu dans le journal que le syndicat des employés de la Ville de Paris va se constituer partie civile. Après tout ce qu'on a fait pour eux...

### Samedi après-midi

Mon Jacques s'est remis à picoler de la Corona avec ses copains. Et que je t'ouvrais des bouteilles ! J'ai dû supporter 21 pschitt ! Est-ce qu'il l'a fait exprès ? Pile le nombre d'emplois que les juges ont présumés de complaisance au cabinet de mon Jacques quand il était maire. Franchement, je préfère boire le thé et goûter à la marmelade avec Xavière. C'est plus confort. Même si je dois tout acheter moi-même chez Fauchon...

1. <http://www.piecesjaunes.fr/>

● PHILIPPE STIERLIN





**Déclaration** du collectif d'animation national

de la **Fédération pour une Alternative Sociale et Écologiste (FASE)**



## **Exigences citoyennes pour d'autres choix de société**

Tous ensembles nous devons et nous pouvons mettre en échec la politique sécuritaire et la réforme des retraites de Sarkozy.

La contestation du projet gouvernemental de contre-réforme des retraites est massive et durablement installée. Des millions de citoyens exigent son retrait. De nouvelles étapes de mobilisation sont prévues les 29 septembre, les 2 et 12 octobre. Les enquêtes d'opinion témoignent d'un soutien populaire au mouvement et à l'exigence d'un grand débat public. Nous voulons changer les termes du débat, aujourd'hui soumis aux exigences du patronat. Les activités salariées ne sont pas les seules utiles à la société. Les retraités sont par leurs pratiques sociales des actifs libérés des contraintes patronales. L'argent qui va à la retraite est autrement productif que celui qui a été englouti pour renflouer les banques. Il n'est pas de l'argent gâché comme le sont les sommes englouties par les dépenses somptuaires des plus riches. C'est une conception de la richesse libérée des rapports marchands que nous devons faire avancer, avec le droit au temps libre.

Le gouvernement et Sarkozy ont choisi la fuite en avant, répondant aux exigences du patronat, à la fois en refusant toute concession significative sur le projet et en accentuant leur logique raciste, liberticide et sécuritaire, qui suscite elle aussi une puissante résistance.

La légitimité du pouvoir est en cause. Sarkozy et sa majorité parlementaire aux ordres ne sont pas légitimes pour imposer un recul de l'âge légal de départ à la retraite, ce qu'ils avaient exclu avant d'être élus.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique, qui participe à tous les cadres unitaires de mobilisation, se prononce pour amplifier l'**exigence de retrait** du projet gouvernemental sur les retraites.

Que la société décide ! Par toutes les formes possibles, notamment **par la généralisation de la grève**, il s'agit de favoriser l'appropriation de ce qui est un choix de société par l'ensemble des citoyens (chômeurs et salariés, retraités et jeunes...). Il faut aussi **un référendum**. C'est pourquoi la FASE propose à toutes les forces sociales et politiques qui le souhaitent de co-élaborer une campagne pour l'imposer.

**L'heure est à la convergence des exigences des citoyens, des forces sociales et des forces politiques pour obtenir le retrait du projet gouvernemental.**

Les exigences sociales et politiques sont inséparables. La discussion par toutes et tous sur les modalités d'action est donc légitime et nécessaire.

Toutes les mobilisations - pour la défense des services publics, contre la réforme territoriale, contre la loi de financement de sécurité sociale... - doivent converger.

Nous associons le combat social et le combat anti-sécuritaire, et nous participerons à la manifestation du 16 octobre.

Enfin, nous voulons mettre en débat les conditions d'une alternative sociale et écologique en France et à l'échelle européenne.

Le 26 septembre 2010.

Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE)

Contact : [contact@lafederation.org](mailto:contact@lafederation.org) Site : <http://lafederation.org/>

Courrier : Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), 20 rue Chaudron 75010 PARIS

## Assemblée générale

15 et 16 octobre à Saint-Ouen

42 avenue Gabriel Péri – Métro Garibaldi ou Mairie de Saint-Ouen (ligne 13)

### Proposition de déroulement

#### Vendredi 15 octobre

19 h Accueil

19 h 15 **Actualité du communisme. Dans la situation politique actuelle, quels axes d'approfondissement et d'interventions, quelles initiatives ?**

Proposition de problématique : *Mouvement social et politique, émancipation et rapport aux institutions... pouvons-nous préciser les quelques axes sur lesquels nous mettrons l'accent dans la prochaine période - et comment -, débordant mais incluant la question électorale ?* Fin vers 22 h.

#### Samedi 16 octobre

10 h Accueil

10h 15 **Le rôle de l'ACU et notre implication dans la FASE**

Proposition de problématique : *Nous assumons la tension entre le projet fédératif le plus large, en vue de la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique, et la volonté de peser concrètement aujourd'hui dans les rapports de force politiques et le débat public. Quelle nouvelle étape et comment élargir le processus fédératif et construire un acteur incontournable de la gauche de transformation sociale et écologique ?*

13 h Repas sur place

14 h (suite de la discussion du matin)

15 h 30 **Fonctionnement, organisations et moyens**

Proposition de problématique : *Si l'ACU a amélioré sa visibilité ces derniers mois, comment créer les conditions d'une organisation associant beaucoup mieux et plus largement ? Nous pourrions aborder le type d'interventions publiques (finalités, modalités) à développer, les enjeux de moyens, notamment financiers (bilan et suite à partir des outils désormais en place), la vie de l'association et du collectif d'animation.*

17 h 30 Désignation du collectif d'animation, porte-paroles

18 h Apéritif

Il sera possible de mettre en place un prélèvement automatique, avec réduction fiscale (se munir d'un RIB).